

courte déclaration que l'on retrouve à la page 2, soit:

L'Association des réalisateurs a suspendu sa menace de grève et le programme a paru sur les ondes, précédé de l'annonce suivante: «*This Hour* vous est présenté grâce au premier ministre du Canada.»

Selon le premier ministre, insinue-t-on par là que lui ou son gouvernement se sont ingérés directement dans la gestion de Radio-Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question fait valoir un argument.

[Plus tard]

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

A-t-il l'intention d'attendre que le comité parlementaire, qui étudie présentement le cas de *This Hour has Seven Days*, fasse son rapport, avant que des décisions soient prises soit par l'Association des réalisateurs, ou soit par la direction de la Société Radio-Canada?

[Traduction]

Le très hon. M. Pearson: Bien entendu, monsieur l'Orateur, c'est au comité qu'il appartiendra de décider quelle considération il doit accorder au rapport.

LES TRANSPORTS

LE PÉAGE SUR LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT ET LE CANAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, vu l'inquiétude générale causée par la majoration proposée des péages sur la voie maritime du Saint-Laurent, le premier ministre pourrait-il assurer à la Chambre, premièrement, que les recommandations de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent seront rendues publiques avant que le cabinet prenne une décision à ce sujet et, deuxièmement, que la Chambre aura l'occasion de discuter ces recommandations avant qu'un décret du conseil soit émis afin de hausser les péages sur la voie maritime du Saint-Laurent?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la Chambre a déjà eu l'occasion de discuter cette question. En ce qui concerne la marche à suivre plus tard, sur ce point, je ne puis assurer à mon honorable ami qu'une chose: la procédure constitutionnelle appropriée sera suivie; elle respectera les droits du Parlement et sera conforme aux responsabilités du gouvernement.

[M. Woolliams.]

M. Douglas: Une question complémentaire. Le premier ministre pourrait-il nous donner une réponse plus claire et plus précise. Veut-il maintenant laisser entendre à la Chambre que le décret du conseil sera approuvé sans que le Parlement ait l'occasion de discuter la recommandation de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Frank Howard (Skeena): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur, même si je doute que le gouvernement soit autorisé à agir ainsi. En l'occurrence, voudrait-il demander à l'Administration de la voie maritime si elle serait disposée à faire publier les études économiques qu'elle a commandées et sur lesquelles se fondent ses recommandations?

Le très hon. M. Pearson: Je serai heureux d'étudier la question, monsieur l'Orateur.

[Français]

L'AGRICULTURE

NOMINATION D'INSPECTEURS SUPPLÉMENTAIRES DE FRUITS ET LÉGUMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le 7 mars dernier, il y aura bientôt trois mois, l'Association des grossistes en fruits et légumes demandait au ministère de l'Agriculture de nommer des inspecteurs fédéraux supplémentaires au Québec.

Le ministère est-il en mesure aujourd'hui de nous dire si, oui ou non, des inspecteurs supplémentaires de fruits et légumes seront nommés dans la province de Québec?

M. l'Orateur: Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[Plus tard]

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture?

Est-il en mesure de nous dire s'il considère présentement la possibilité ou l'opportunité de nommer des inspecteurs de fruits et légumes dans la province de Québec?

M. l'Orateur: Cette question a été refusée il y a un moment.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je ne voudrais pas que l'on place les inspecteurs au *Feuilleton*, je voudrais plutôt qu'on les nomme dans la province de Québec pour s'occuper des fruits et légumes.